CHRONIQUE DU MOIS

L'Instruction publique à la Législature. — Au cours de la dernière session de la Législature de Québec, deux projets de loi se rapportant à l'Instruction publique ont été soumis à la Chambre. Le premier projet visait la contribution mensuelle et le second l'Instruction obligatoire. L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, a fait une déclaration très importante lors de la discussion du premier projet. Voici en résumé cette déclaration : " Il existe une entente, entre le gouvernement et le Conseil de l'Instruction publique, en vertu de laquelle, à l'avenir, la loi de l'éducation ne sera amendée qu'après consultation des autorités scolaires."

Inutile de dire que cette déclaration du Secrétaire provincial a causé un vif plaisir à tous ceux qui croient que les progrès pédagogiques dans notre province dépendent en grande partie de la bonne entente qui doit nécessairement régner en haut lieu.

Quant au second projet, il avait trait à l'Instruction obligatoire. Après un intéressant débat, cette mesure a été repoussée à la demande du Secrétaire provincial. A cette occasion, l'honorable M. Turgeon a démontré avec beaucoup d'éloquence que la province de Québec est à la tête de la Confédération pour la fréquentation moyenne de l'école par ses enfants. Le secrétaire de la province a aussi établi que depuis une vingtaine d'années le chiffre des enfants qui ne fréquentent pas l'école est tombé de TRENTE-SIX MILLE à SIX mille. Et cet immense progrès s'est réalisé sans loi coercitive. En présence d'un tel résultat, ce serait faire injure à la province de Québec que de lui imposer, sans nécessité, une loi qui répugne à la liberté du père de famille. M. Turgeon a aussi rappelé avec force que, dans l'intérêt de notre nationalité, la Législature ne devait rien faire qui pût séparer le peuple du clergé.

Le surmenage.—Un collaborateur d'une revue pédagogique de Paris écrit : " Ceux qui rient au surmenage, a dit un jour un plaisant, sont des adorateurs du farniente"... Au risque d'être rangé parmi les paresseux, je n'hésite pas à dénoncer le travail ridiculement exagéré que certains établissements imposent aux élèves et aux maîtres. Et je mets les points sur les *i*. Voici une école primaire où il est d'usage de donner chaque soir, comme devoir dans la famille, plusieurs problèmes, plusieurs exercices de français, un exercice d'histoire, de géographie ou de sciences.... sans compter les leçons. Au total, trois heures de travail ! Et comme les devoirs sont plus ou moins bien choisis, c'est-à-dire plus ou moins à la portée des élèves, il arrive, dans quelques familles, que ce sont les parents qui font la plus grande partie de la besogne imposée à leurs enfants, pour permettre à ceux-ci... d'aller se coucher.

" Dans la même école, les instituteurs-adjoints doivent corriger, chaque soir, tous les cahiers de devoirs de leurs élèves. Tous les cahiers, vous entendez bien, et toutes les fautes doivent être corrigées à l'encre rouge. C'est à croire que le directeur est intéressé dans une fabrique d'encre de couleur.

" Voici maintenant un cours complémentaire pour jeunes filles (il paraît qu'il y en a plusieurs dans le même genre) où les devoirs quotidiens ne peuvent être terminés, par les meilleures élèves, avant onze heures du soir !

" Voici enfin une école professionnelle où, en dehors des devoirs journaliers, il est donné chaque samedi soir—pour le lendemain—un devoir supplémentaire exigeant plusieurs heures de travail. Ce devoir n'est pas autre chose, en somme, qu'une privation de sortie ou de promenade pour la journée du dimanche.

" Franchement, est-il raisonnable, est-il humain d'imposer de pareilles tâches !

" Et si ce n'est pas là du surmenage... alors, qu'est-ce donc que le surmenage ?...

(*L'Ere Nouvelle*).

MM. les Inspecteurs d'écoles et L'Enseignement Primaire.—En parcourant le dernier rapport du Surintendant de l'Instruction publique, nous avons constaté avec un bien vif plaisir combien notre revue est favorablement appréciée par MM. les Inspecteurs d'écoles. Presque à l'unanimité, les courageux pionniers de l'éducation populaire